

Pour la promotion des filles par l'école dans les Monts Mandara

Présentation de l'association

L'Aunoca-Dév (« Auvergne-Nord-Cameroun-Développement ») est une O.N.G. fondée d'après la loi de 1901 et enregistrée par la Préfecture du Puy de Dôme en décembre 2003. Elle rassemble une cinquantaine d'adhérents dont le nombre est en progression, Auvergnats de Beaumont et de Clermont, et aussi habitants d'autres régions de France. Elle est animée par une équipe de sept bénévoles.

L'Aunoca-Dév et le pays mofou

Le programme d'action que nous présentons concerne des montagnards des monts Mandara, les Mofou du Diamaré, habitant au Cameroun la province de l'« Extrême-Nord », présentée parfois comme « le Mali du Cameroun ». Cette région se situe en effet, comme le Mali dans la bande sahélienne de l'Afrique au sud du Sahara, et comme lui elle connaît de grandes difficultés à s'approvisionner en eau, et son climat sec et torride est difficilement supportable entre mars et juin. Cette réalité est totalement ignorée de la plupart des spécialistes de l'Afrique qui ne connaissent du Cameroun que sa grande forêt équatoriale, ses hauts plateaux tempérés de l'Adamaoua, ou ses fertiles massifs volcaniques de l'ouest.

Pourquoi le choix de cette pointe nord du Cameroun ? Il est dû au fait que la fondatrice de l'Aunoca-Dév, chercheur ethnologue du CNRS, a travaillé chez ces montagnards de nombreuses années qui ont abouti à une floraison d'articles, un gros livre et plusieurs films. Plusieurs de ses amis montagnards lui avaient dit dans les années 2000, leur souci devant le petit nombre de scolarisées parmi leurs filles. A leur demande elle est revenue chez eux en février 2004, en mission de reconnaissance, et ils ont alors conçu le projet de deux associations jumelles, l'une en Auvergne, l'autre au Nord-Cameroun qui ont commencé à travailler ensemble sur la façon de transformer en écolières le plus grand nombre possible de fillettes de ces montagnes.



Une deuxième mission a été ensuite effectuée en décembre 2005, puis deux autres en janvier et novembre 2007. Une 5ème mission vient d'avoir lieu en janvier-février 2009. Elles ont permis d'observer les résultats de notre action et d'affiner les perspectives de son développement.

Au cours des trois dernières décennies on a pu voir les Mofou changer totalement d'attitude en ce qui concerne la mise à l'école de leurs enfants, et en particulier de leurs filles : méfiants et sceptiques dans les années 1970, ils considèrent aujourd'hui cette scolarisation comme souhaitable mais difficile à réaliser, d'où leur demande d'aide en ce domaine.

Les Mofou du Diamaré¹ se situent au sein d'un vaste ensemble de sociétés montagnardes, appelées ^ date ancienne par leurs voisins musulmans des plaines ÔÊKirdiÒ(ÇÊpa•ensÊÊ ÇÊceux qui ne prient pas), c'est un terme ressenti dans les années 1970 par les intéressés

comme injurieux et dépréciateur, mais mieux accepté par eux aujourd'hui car il a le mérite de souligner leur unité culturelle. Ces montagnards sont plus de 800 000, répartis en une vingtaine de groupes ethniques.

Les Mofou-Diamaré constituent un de ces groupes, de taille moyenne, 70 000 personnes environ. Ils occupent la bordure est de la chaîne du Mandara, longue de près de 200 kms, qui domine la plaine du Diamaré, ainsi que les montagnes-îles qui la prolongent. Ces montagnes granitiques sont peu élevées mais abruptes, culminant à 1100 m en pays mofou-Diamaré, alors que le niveau de la plaine se situe à 500 m environ.

Le groupe est homogène et possède sa propre culture dans laquelle le rocher tient une place importante, à la fois symbolique et pratique. Par contre il ne présente pas d'unité linguistique : cinq langues d'importance numérique inégale y ont été identifiées par les linguistes. Les moyens



financiers de l'Aunoca-Dév ne lui permettaient pas de présenter un projet couvrant l'ensemble du groupe mofou car celui-ci s'étend sur trois arrondissements.

L'association se limite pour l'instant aux 40 000 montagnards parlant la plus importante des langues mofou. Au sein du petit arrondissement de Méri ils constituent trois principautés d'existence ancienne, fondées entre le XVII^e et le XVIII^e siècle (J.F. Vincent 1991), dénommées aujourd'hui « cantons » : Douvangar, Douroum et Wazang forment un même ensemble, autrefois politique, et aujourd'hui seulement culturel et religieux. Les trois cantons constituent par ailleurs une aire d'étroite endogamie.

On y trouve pour l'instant 16 écoles primaires, 11 publiques et 5 privées.

La promotion des filles.

A vol d'oiseau le pays mofou-Diamaré se situe à 1000 km environ au nord de la capitale du Cameroun, Yaoundé, et à 150 km au sud de celle du Tchad, N'Djaména. (On se rappelle que le Cameroun est un pays presque aussi vaste que la France mais s'étirant sur 1 200 km du sud au nord). Ces montagnards font partie de la préfecture du Diamaré – près de 500 000 habitants recensés en 1976 - dont la grande ville est Maroua. En 1987 Maroua comptait 135 000 habitants, mais les démographes de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) estimaient en 2003 qu'ils étaient au minimum 280 000. Maroua, située à une quarantaine de kms des montagnes mofou, est véritablement la capitale économique et culturelle du nord et les montagnards s'y rendent de plus en plus souvent, à pied, à vélo, ou, depuis quelques années, en car de brousse.

Le pays mofou-Diamaré connaît un taux de natalité très important : les familles restreintes y comptent entre 6 et 10 enfants, car le contrôle des naissances y est très peu pratiqué. La densité humaine, considérée depuis trente ans comme forte, serait en train d'exploser : de 158 h au km² en 1976, elle serait passée en 2006 à 260 habitants/km², selon les rapports administratifs, qui présentent ce chiffre très important comme sûr (V. Wandao, 2006, 1), alors que ce milieu montagnard n'offre que des possibilités agricoles médiocres.

Situation scolaire et pourcentage d'écolières

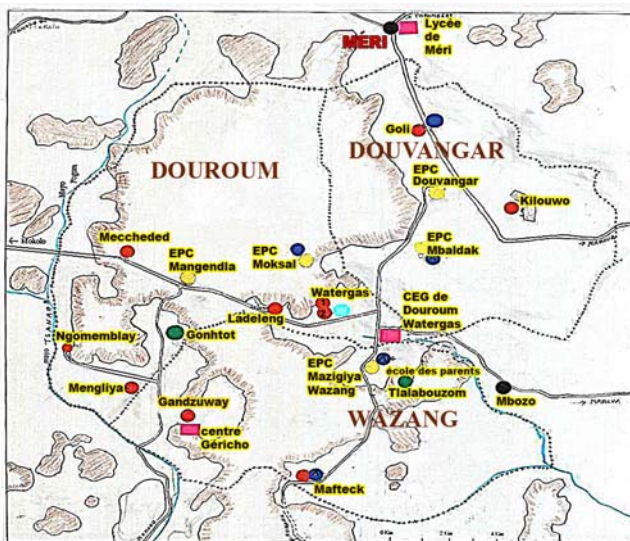
La fréquentation des écoles primaires – publiques et privées – a débuté pour les Mofou-Diamaré au début des années 1960 par la fondation de trois écoles privées catholiques – appelées « E.P.C. » dans les rapports administratifs - une dans chaque canton. Aussi cette fréquentation a-t-elle d'abord été très faible : en 1976, alors que l'indice de scolarisation primaire était de 158 pour 1000 pour l'ensemble du Cameroun, il était trois fois moins élevé - 58 pour 1000 - dans la partie

nord du Cameroun. Et chez les Mofou il était seulement de 36,5 pour mille : ces montagnards présentaient donc une proportion d'enfants scolarisés quatre fois moins élevée que dans le reste du pays (J.F. Vincent, 1981, 307). Par ailleurs, de 1961 à 1976 les filles n'ont représenté qu'à peine 20 % de ces écoliers. Beaucoup de parents considéraient en effet selon nos enquêtes ethnologiques de 1980 que les filles, de par leur nature « ne comprenaient pas comme les garçons » (ibid, 309) si bien que leur scolarisation n'était pas une priorité.

Trente ans plus tard la situation est toute différente. Le nombre des écolières mofou a beaucoup augmenté, ainsi que le montre le rapport de l'inspection primaire de Méri de 2006-2007, et dans certaines écoles on peut parler d'une « montée des filles ».

Celle-ci est toutefois très récente – elle remonte à moins de cinq ans - et elle ne concerne que les petites classes : SIL (Section d'Initiation Linguistique) et CP (Cours Préparatoire). Dans ces classes il arrive même que les toutes petites écolières soient plus nombreuses que les garçons. En 2003-2004, année de la fondation de nos deux associations, les écolières de 6 ans étaient déjà plus nombreuses que les garçons en certaines écoles, Goli, dans le canton de Douvengar, par exemple. Ce phénomène semble se généraliser : à la rentrée de septembre 2007, dans les quatre écoles du canton de Wazang, sur les 295 enfants de la SIL les filles étaient 152 pour 143 garçons. De même en septembre 2007, parmi les 901 élèves des écoles officielles de Ouatergass 1 et 2 du canton de Douroum, on comptait chez les enfants de 6 ans 118 filles pour 114 garçons. Toutefois cette parité ne parvient pas à se maintenir : à Goli, en CM 2, classe préparant l'examen de passage en 6ème, les filles scolarisées ne représentaient en 2003-2004 que 24 % des effectifs. Quatre ans plus tard la proportion de filles parvenues en CM2 a augmenté dans quelques écoles : à Ouatergass 1 et 2 du canton de Douroum, les 389 filles (pour 532 garçons) représentent 31 % des grands écoliers¹. Cette augmentation numérique des filles peut-elle être considérée comme acquise ? Nos enquêtes de 2005 et 2007 indiquent une nette aspiration à la poursuite des études primaires observée chez les filles, et encouragée par leurs mères, pourtant très souvent illettrées. Mais, pour l'instant cette progression, indéniable mais timide, aboutit à une proportion moyenne de filles encore inférieure à celle des garçons.

En 2006 le même rapport sur les écoles primaires (publiques et privées) de l'arrondissement de Méri dénombrait parmi les 15 804 écoliers de l'ensemble (plaine et montagnes) 6 288 filles face à 9 515 garçons (V. Wandao, p. 13) soit une proportion moyenne de 40 % de filles pour 60 % de garçons. Or en 2003 cette proportion était, selon ces rapports officiels, de 36 % de filles pour 64 % de garçons. Elle aurait donc augmenté de 4 % en 3 ans.



On observe la même progression dans les écoles mofou-Diamaré, mais encore plus forte. Selon les recensement, faits cette fois par les 16 directeurs d'école de « L'Ecole-kemey. à la rentrée de 2007 les écolières, au nombre de 2 400 pour un total de 5 487 écoliers, représentaient 44 % des effectifs. Si la parité filles-garçons n'est donc pas encore effective dans les écoles primaires mofou, elle progresse de façon spectaculaire d'année en année

A quelle proportion de l'ensemble des enfants âgés de 6 à 14 ans correspond ce nombre d'écoliers ? Selon les estimations d'un rapport d'Etat pour l'ensemble du Cameroun (déc. 2003) les enfants de 6 à 13 ans constituent environ 20 % de la population totale, soit pour les 40 000 montagnards des trois cantons mofou, 8 000 écoliers possibles. Les 5 487 écoliers recensés dans

les trois cantons en 2007-2008 représenteraient donc un pourcentage d'enfants scolarisés de 69 %, en très nette augmentation au cours des dernières années. Ce taux de scolarisation serait même supérieur au taux moyen de l'Extrême Nord relevé en 2003 (56 et 49 %, selon la carte scolaire du ministère camerounais de l'Education). Il reste néanmoins inférieur au taux moyen national (79 et 76 %).

Il faut noter un point très positif : les écolières mofou ne se situent pas du tout en queue de classe, comme certains l'imaginaient. Les enquêtes de terrain en février 2004, décembre 2005 et janvier 2007, ont montré qu'au contraire elles figuraient souvent parmi les meilleurs élèves, et qu'elles l'emportaient fréquemment sur les garçons : ainsi à Wazang en 2004, dans l'école privée de Mazgiya, parmi les cinq meilleurs élèves de la classe de CM2 (classe du certificat d'études) les premiers étaient deux filles ; le premier garçon n'était que troisième, suivi d'une fille, le cinquième étant un garçon 1



En interrogeant en 2004 des parents d'élèves nous avons constaté qu'ils étaient à présent – les illettrés tout comme les lettrés – très souvent favorables à la mise à l'école de leurs filles. Les opinions négatives émises dans les années 1980 n'ont plus cours. Interrogés sur l'avenir scolaire de leurs filles, les pères souhaitent souvent les voir poursuivre leur scolarité, au moins jusqu'à la fin de leurs études primaires, et parfois bien au-delà. «Qu'elles aillent jusqu'à l'horizon ! », « le plus loin possible », assurent-ils 2 .

La poursuite de ces études se heurte à un premier obstacle : le mariage précoce de certaines écolières, vers 12-13 ans, alors

qu'elles sont en classe de CM 2 et parfois de CM 1. Beaucoup de ces très jeunes filles - dont le pourcentage reste à chiffrer – passent alors sans transition des bancs de l'école à la maison d'un mari. Il s'agit là d'un phénomène récent car, il faut le souligner, dans le schéma ancien du mariage mofou, observé par les ethnologues dans les années 1975, les filles ne se mariaient qu'aux environs de 16-17 ans, cet âge tardif constituant par ailleurs un phénomène notable.

Notons que ce passage par l'école, même s'il cesse avant la fin des études primaires, constitue selon les parents rencontrés un facteur positif pour la jeune fille. Les « partiellement scolarisées » trouveraient plus facilement un mari que celles qui n'ont jamais fréquenté l'école. Les montagnards pensent en effet que les filles passées même peu de temps par l'école sauront mieux affronter les difficultés de la vie d'aujourd'hui ; en cas de maladie de leur enfant par exemple, elles comprendront mieux, dit-on, les conseils donnés au dispensaire. Le petit bagage acquis à l'école, en calcul en particulier, leur permettrait de se lancer plus facilement dans le commerce : ainsi s'expliquerait le succès dans les montagnes mofou des Groupements d'Intérêt Economiques (G.I.C.) dont les membres sont, dans une proportion écrasante, des femmes.

En fait, d'après les dernières enquêtes de 2007, c'est la grande pauvreté de certains parents, ne possédant même pas une chèvre à eux et incapables de payer les frais d'inscription à l'école (« l'écolage ») de plusieurs enfants, qui constituerait un obstacle encore plus décisif à la poursuite des études des grandes écolières.

Dans les années 2000 la scolarité primaire est en effet devenue payante (toutes écoles confondues). Les parents d'enfants fréquentant les écoles privées devaient déjà verser en moyenne une somme de 5 000 F CFA (près de 8 euros) par an et par enfant mis à l'école primaire, alors que dans l'enseignement public cet « écolage » n'était que de 1 000 F CFA, moins de 2 euros.

Lorsque le gouvernement camerounais a décidé de cesser ses subventions aux écoles privées celles-ci, à la rentrée d'octobre 2003, ont demandé 7 000 F CFA par enfant, (un peu plus de 10 euros). Un chiffre énorme pour ces cultivateurs de coton aux bas revenus, et pourtant obligés pour certains, en raison de leur voisinage géographique, de mettre leurs enfants dans ces écoles, jouissant certes d'une bonne réputation mais trop coûteuses pour eux.

Cette forte augmentation a aussitôt modifié les effectifs des écoles, provoquant un bond des effectifs des écoles publiques voisines : l'école de Goli par exemple dans le canton de Douvengar est passée de 753 élèves en 2003 à 851 en 2004. Inversement ces tarifs élevés ont entraîné une diminution prononcée des inscriptions dans les écoles privées : l'école catholique de Mazgiya dans le canton de Wazang était à la rentrée 2004-2005 menacée de fermeture. Elle était considérée pourtant comme la meilleure école du canton et a formé la plupart de ses élites.

Devant ces écolages annuels de 10 euros certains parents renoncent alors à scolariser la totalité de leurs enfants, et il semble que dans ce choix ce serait plutôt les filles qui seraient sacrifiées. Ils peuvent aussi les retirer de l'école privée pour les mettre dans une école publique, à condition qu'elle soit proche, ou dans une « école de parents », de moins bonne, voire de désastreuse réputation, mais pratiquant un tarif d'écolage peu élevé. C'est le cas à Wazan pour l'école privée de Mazgiya dont les écoliers sont passés à l'école de Tlalabouzm.

C'est à ce niveau, pour encourager l'inscription des filles à l'école, quel que soit leur statut, public ou privé, que l'Aunoca-Dév a commencé à intervenir en 2004, en liaison avec l'Ecole-kemey A la demande de notre partenaire, nous avons décidé d'aider sur le plan financier dans toutes ces écoles les parents de petites écolières, de la classe préparatoire à la classe préparant au certificat d'études, en prenant en charge la majeure partie des frais de l'« écolage » qu'ils avaient versé

pour elles.



La modicité de nos finances nous empêchait, comme nous l'aurions souhaité, de prendre en charge la totalité des écolières (qui étaient, on l'a vu, au nombre de 1700 en 2003). Sur les conseils des responsables de l'Ecole-Kemey nous avons donc décidé de nous limiter, dans un premier temps, aux meilleures écolières et à leurs parents.

En novembre et décembre 2004, puis en mai 2005, enfin en juin 2006, une centaine de bonnes petites élèves, inscrites dans les 16 écoles des trois cantons, ont été signalées par leurs maîtres ou maîtresses, et de petites « fêtes de remises de primes » ont été ensuite organisées dans chacune des

écoles par les représentantes de l'Ecole-Kemey. En présence du « prince » chef de canton présidant la cérémonie, les bonnes écolières ont été appelées, félicitées et ont reçu le montant de leur « prime d'écolage » correspondant à leurs frais d'inscription à l'école, remis ensuite par elles à leur parent présent (père, ou, très souvent, mère)

Une autre étape a été franchie en janvier 2007. A l'Assemblée Générale de l'Ecole-Kemey de décembre 2005 certains directeurs d'école avaient demandé que la remise de primes d'écolage puisse concerner également des écolières dont les parents se trouvaient en grandes difficultés économiques. Cette proposition a été acceptée par le bureau de l'Aunoca-Dév en septembre 2006.

Dans chaque école une commission a été constituée pour choisir ces écolières. 191 ont été proposées et, comme les bonnes élèves, elles ont reçu une prime en janvier 2007, lors de la fête

de sa remise. Ainsi, ce sont en tout 290 fillettes qui ont bénéficié cette année là de cette prime, sur des fonds envoyés par l'Aunoca-Dév à l'Ecole-Kemey (représentant près de 1 400 €) .

Augmenter le nombre des écolières du primaire constitue une première étape. Encore faut-il examiner les conditions matérielles dans lesquelles a lieu la scolarisation des enfants mofou. Celles-ci sont loin d'être satisfaisantes. Les effectifs des classes sont d'abord trop élevés : 70 à 75 élèves par maître ou maîtresse dans les grandes classes ; et jusqu'à 100, 120 dans les petites. Il serait donc souhaitable que soit recruté un personnel enseignant plus nombreux, et surtout féminisé, car les maîtresses constituent à peine le dixième des maîtres.

Par ailleurs le mobilier scolaire lorsqu'il existe est souvent insuffisant, surtout dans les écoles publiques : trois ou quatre élèves se pressent sur des pupitres et des bancs faits pour deux, ou dans les classes de tout petits ce sont des blocs de pierre qui font office de sièges. Quant aux maîtres ils ne disposent que rarement d'armoires individuelles, pourtant très nécessaires.

L'absence la plus regrettable concerne celle de manuels scolaires, en nombre notoirement insuffisant. Il arrive parfois que les maîtres eux-mêmes n'en possèdent pas en raison des changements de programme.

Il faut aussi envisager l'état des bâtiments scolaires. Il s'agit le plus souvent de constructions aux murs en briques de terre séchée, et aux toits de tôle, élevés parfois par le Gouvernement, parfois par des associations de parents. Mais dans une même école la qualité des salles de classe peut être très inégale : dans l'école de Goli du canton de Dvangar, nous avons vu en 2004 les 110 enfants de 6 ans de la SIL - pour une seule maîtresse –



assis par terre, en contact avec la poussière, et très mal abrités de la chaleur par une frêle construction aux cloisons et toit faits seulement de paille tressée, alors que les classes plus élevées disposaient de bâtiments acceptables.

Il y a donc un gros effort à faire pour améliorer bâtiments et mobilier scolaire : une entente de l'Ecole-Kemey et l'Aunoca-Dév avec l'Inspection d'arrondissement de Méri, et surtout avec la Délégation Départementale du Diamaré, à Maroua, a été mise sur pied en janvier 2007. Elle permettra de signaler aux inspecteurs les besoins les plus urgents des écoles de ces cantons. En attendant, nos associations ont subventionné en 2008 à Ngomembley, dans le canton de Douroum, le toit de tôle d'une école construite collectivement par les montagnards.

Il faut enfin évoquer une absence très préjudiciable au bien-être des écoliers, malheureusement très fréquente, celle de points d'eau dans les écoles. Malgré les très fortes chaleurs de fin de saison sèche, connues chaque année par le pays mofou (entre 42 et 45-47 ° de mars à mai) il existait en 2004 seulement 3 point d'eau dans les 16 écoles, puits néo-traditionnels creusés par les parents d'élèves, pouvant s'assécher pendant les mois les plus chauds, d'avril et mai, avant le retour des pluies.

C'est pourquoi Aucoca-Dév et Ecole-Kemey ont décidé de creuser de nouveaux points d'eau, grâce au travail volontaire et gratuit des parents d'élèves. Bien sûr, la présence de forages, aux forts débits donnant une eau d'excellente qualité, aurait été bien préférable, mais ces forages sont d'un coût très élevé, inaccessible à nos finances (ce coût est au moins dix fois supérieur à celui d'un puits néo-traditionnel), et de plus, les lourds engins de forages ne peuvent effectuer ces creusements que dans les plaines, alors que le quart des écoles mofou se trouve en zone de montagne ou au moins de piémont.

Entre 2004 et 2006 l'Aunoca-Dèv et L'Ecole-Kemey ont obtenu deux modestes subventions d'organismes officiels auvergnats. Elles ont permis, grâce au concours des parents d'élèves, de creuser avec succès trois nouveaux puits, qui se sont révélés pérennes, dans les écoles de Goli et Mbaldak (canton de Douvangar) et à l'école de Meftek (canton de Wazang). Un quatrième puits, existant sur le terrain de l'école de montagne de Maksal (canton de Douroum), a été recreusé de plusieurs mètres en janvier 2007, ce qui lui permettra, à lui aussi, de rester en eau toute l'année. Mais il reste encore neuf points d'eau à creuser ou restaurer...



Autre point préoccupant, la rareté des w-c destinés aux écoliers (les « latrines » des rapports d'inspection), et la rareté encore plus grande de w-c séparés pour garçons et filles. Actuellement deux écoles seulement sur 16 en possèdent. Or certaines écoles ont des effectifs de 500 à 800 écoliers qui se soulagent où ils peuvent...

La mission de janvier 2007 a comporté la présence d'un ingénieur en environnement qui s'est consacré à l'étude de ce problème après avoir constaté l'existence traditionnelle chez ces montagnards de cabinets d'aisance familiaux (ula zey, « le trou à

excréments »). Lorsque ceux-ci sont pleins, le père de famille en bouche l'accès et en recreuse à côté de nouveaux. Alors, suivant une technique ancienne pratiquée avant l'arrivée des agronomes et développeurs européens, le contenu des premiers cabinets d'aisance sera laissé en repos durant une année, se décomposera et sera ensuite répandu dans les champs, ainsi fertilisés de façon notable. Notons que cette technique originale et « productive » a rarement été observée en Afrique.

Le contenu des latrines d'école pourrait être utilisé en s'inspirant de cette technique, dans des « aires de compostage », qui permettraient la fertilisation de « jardins d'école » qu'il est possible d'envisager, chaque école disposant d'une surface de terrain autour d'elle, parfois de plus d'un hectare. La vente des produits récoltés pourrait alimenter une caisse d'école, permettant des achats faits sur place : cahiers et bics, petit équipement sportif, et aussi une caisse pharmacie réclamée par beaucoup de parents d'élèves.

La réalisation de ces « aires de compostage » n'est pas une utopie : elle est déjà pratiquée avec grand succès par les jeunes agriculteurs du Centre de Formation Agricole de Jéricho dans le canton de Wazang. Grâce à elles ces agriculteurs ont pu tripler, ou au moins doubler, les rendements de leurs champs, et ils pourraient participer à la formation des directeurs d'école et des grands écoliers.

Vers un développement du nombre de collégiennes mofu grâce à la mise en place d'un système de parrainage

L'Aunoca-Dèv consacre pour l'instant l'essentiel de ses efforts de développement à l'enseignement primaire, mais nos enquêtes de terrain nous ont montré qu'il était nécessaire que notre association étende son action à l'enseignement secondaire. Car les filles représentent actuellement moins de 15 % des effectifs des quatre établissements secondaires, collèges et lycées, fréquentés par les montagnards des trois cantons mofou.

Aussi nous avons mis en place à la rentrée de septembre 2007 un système de parrainage de jeunes collégiennes mofou par des marraines et parrains français. Cette entreprise a été conçue par un membre du bureau de l'Aunoca-Dèv qui la suit par des contacts réguliers - utilisant mails et téléphone portable - avec un responsable nommé par l'Ecole-Kemey.

26 filleules ont été choisies parmi les reçues à l'examen d'entrée en 6ème de juillet 2007. Les critères retenus ont été : jeune âge, bon classement en CM 2, et situation économique difficile des parents. Chacune de ces filleules a reçu grâce à la contribution financière de sa marraine ou parrain les manuels scolaires au programme. Par ailleurs des relations épistolaires (passant le plus souvent par l'existence des boîtes à lettres e-mail de certains membres de l'Ecole-Kemey) ont commencé à s'établir entre filleules et marraines ou parrains. L'expérience apparaît dès maintenant comme positive car 23 filleules sont passées en 5ème, tandis que deux seulement redoublaient. Le cas de la 26ème filleule abandonnant sa scolarité pour se marier montre que l'Aunoca-Dév doit continuer à mener des recherches sur les raisons véritables de la diminution progressive des filles parmi les lycéens.

Une deuxième promotion de 26 filleules vient d'être choisie en septembre 2008.



En travaillant concrètement au développement de la scolarisation des fillettes mofou-Diamaré – cette « clé du développement », suivant la formule de l'UNICEF - l'Aunoca-Dév contribue à une évolution positive et profonde de la société, car dans ces montagnes comme partout en Afrique cette évolution passe par l'action des femmes.

Français et camerounais nous souhaitons vivement la réussite de ce projet commun, à l'optique originale par rapport aux autres demandes de développement. Il s'attaque en effet à une grande injustice actuelle, les

difficultés rencontrées par les filles d'Afrique pour accéder dans de bonnes conditions à une scolarité poussée, et donc à la connaissance et à la culture.

Eléments de bibliographie

Paul ASFOM et Jeanne-Françoise VINCENT, 2003 : « La quête de l'eau dans les montagnes du Nord-Cameroun; aspects traditionnels et actuels », à par. 12 p.

Daniel BARRETEAU et collab., 2002 : « Parcours et paroles de jeunes analphabètes (Cameroun, Niger, Burkina Faso) », *Journal des Africanistes*. Paris, « L'enfant dans le bassin du lac Tchad », T. 72, fasc. 1, pp. 189-212

Antoinette HALLAIRE, 1991 : *Paysans montagnards du Nord-Cameroun, les Monts Mandara*, Ed. de l'ORSTOM, Coll. A travers champs, Paris, cartes, fig. tabl. 253 p.

Annie LABOURIE-RACAPE et Christine TICHIT édit. 1996 : *Genre et développement : des pistes à suivre*, Ed. CEPED, Paris, 154 p.

Marie-France LANGE, 2000, édit. : *Des écoles pour le sud. Stratégies sociales, politiques étatiques et interventions du Nord*, *Revue Inst. Rech. Dévelop.*, Autrepart, n° 17, Ed. de l'Aube, 201 p.

Marie-France LANGE, 1998, édit. : *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*, Paris, Karthala, 258 p

Jacques MARCHAND, 2002 : « L'éducation pour tous dans le monde », communication 20ème Forum d'Agen

Marc PILON, 1996 : « Genre et scolarisation des enfants en Afrique sub-saharienne », in Annie LABOURIE-RACAPE, Christine TICHIT et al., pp. 25-34.

Jeanne-Françoise VINCENT, 1979 : "Place et pouvoir de la femme dans les montagnes mofu (Nord-Cameroun)", *Gens et paroles d'Afrique, Cah. Et. Afric.*, n° 73-76, pp. 225-251

Jeanne-Françoise VINCENT, 1981 : "Bilan de la scolarisation dans les montagnes mofou du Nord-Cameroun", *Cahiers ORSTOM Scienc. Hum.*, vol. XVI, 4, pp. 305-328

Jeanne-Françoise VINCENT, 1991 : *Princes montagnards du Nord-Cameroun. Les Mofou-Diamaré et le pouvoir politique*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2 tomes, 774 p.

Jeanne-Françoise VINCENT, 1996 : *conseillère scientifique, Mofou, gens des rochers*, film vidéo 26 min., de l'émission « Montagne », FR 3, Grenoble-La Tronche.

Victor WANDAO, 2006, « Rapport de rentrée scolaire 2006-2007 de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Méri », 18 p.

XXX, déc. 2003, « Rapport d'Etat du Système de l'Education Nationale au Cameroun »

1 Dans la suite du texte ils seront appelés « Mofou-Diamaré » pour les distinguer d'un groupe homonyme dans la Préfecture voisine du Margui-Wandala.

2 Soit : dans le canton de Douvangan, 4 écoles : 2 publiques (Goli et Kilouwo) et 2 privées catholiques (Douvangan-mission et Mbaldak).

Dans le canton de Douroum 8 écoles : 6 publiques, (Watergas 1 et Watergas 2, Zigdeling, Ngomemblem, Metcheket, Mazgiya), et 2 privées catholiques (Mangerdla et Maksal). Une 9ème « école de parents », limitée aux tout petits vient d'être créée à Gonktof.

Enfin dans le canton de Wazang 4 écoles : 2 publiques (Meftek et Gandzouway), 1 privée catholique (Mazgiya) et 1 « école de parents » (Tlalabouzm).

1ème ?

21 A la demande de l'Ecole-Kemey et de l'Aunoca-Dév trois enquêtes sur « les filles têtes de classe » ont été effectuées par les directeurs d'école membres de « L'Ecole-kemey dans les 16 écoles mofou en février 2004, décembre 2006 et janvier 2007. Résumées sous forme de tableaux, elles font apparaître la fréquence des bons résultats des filles, depuis la classe de débutants, la SIL, jusqu'au CM2, classe du Certificat d'Etudes et de l'examen d'entrée en 6ème (cf. Rapports de 2004, 2006 et 2007 « Distribution de « primes d'écologes » à des écolières des Monts du Mandara. Fiches nominatives, statistiques » Maroua-Clermont-Ferrand.

2 Ainsi qu'on peut le voir sur les séquences des rushs tournés en janvier 2007. (Ils ont permis la réalisation d'un film-documentaire de 26 mn, « Jusqu'à l'horizon ... Les filles et l'école dans les Monts Mandara (Nord du Cameroun) » monté par André Cabantous en 2008.